

Axe Discriminations et politiques catégorielles

Magda BOUTROS



Assistant Professor de sociologie au CRIS, affiliée au LIEPP.

Ses travaux portent sur les inégalités sociales produites par les institutions policières, et les mobilisations qui les contestent.

Aline DAILLIERE



Chercheuse en science politique, affiliée au LIEPP.

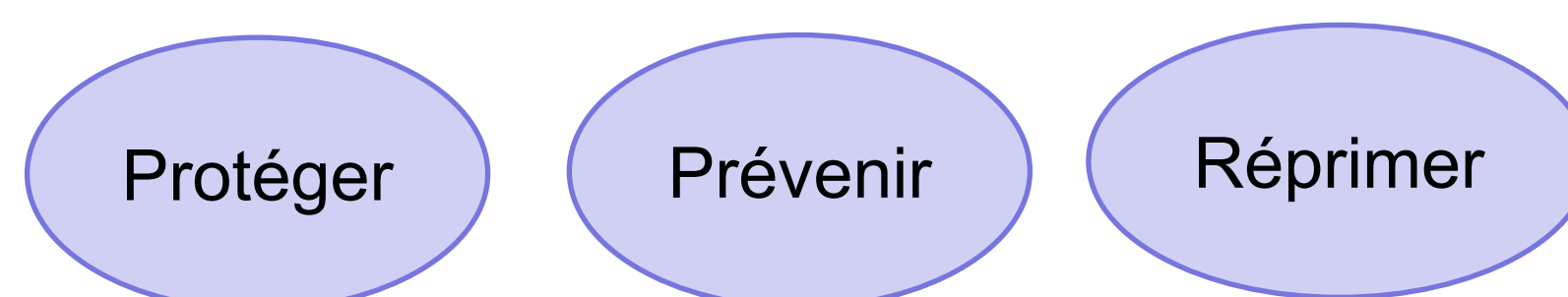
Ses travaux portent sur les expériences de police et sur le pouvoir punitif policier.

SUR-RÉPRESSION ET SOUS-PROTECTION DE LA PRODUCTION À LA RÉCEPTION DES POLITIQUES LOCALES DE SÉCURITÉ

En ville, les groupes marginalisés sont souvent perçus comme représentant un risque accru de délinquance, tout en étant plus vulnérables aux violences physiques, sociales et économiques. Cela peut donner lieu à des dynamiques de « sur-contrôle et sous-protection », étudiées notamment dans le contexte nord-américain. À partir d'une démarche qualitative et comparative, cette enquête cherche à comprendre : **Sous quelles conditions apparaît une dynamique de sur-répression et sous-protection des populations précarisées et minorisées en France, et quelles en sont les conséquences ?** Nous étudions tout d'abord comment différents acteurs publics coproduisent les politiques locales de sécurité et de prévention. Ensuite, nous analysons la réception de ces politiques par les publics ciblés, ainsi que leurs conséquences, notamment sur leur rapport à soi, aux autres et à l'État.

Contexte

De nombreux travaux démontrent que les jeunes hommes racisés des quartiers populaires sont surcontrôlés par la police, tout en étant moins bien protégés lorsqu'ils sont victimes de violences. Partant de ce constat, l'enquête étend l'analyse au-delà des relations police-jeunes, pour comprendre comment différentes autorités publiques articulent leurs actions en matière de protection, prévention, et répression envers divers groupes sociaux. Le projet étudie comment le **risque** et la **vulnérabilité** sont définis, quelles politiques de sécurité et de prévention sont mises en œuvre localement, et quelles conséquences elles ont sur les trajectoires des plus vulnérables.



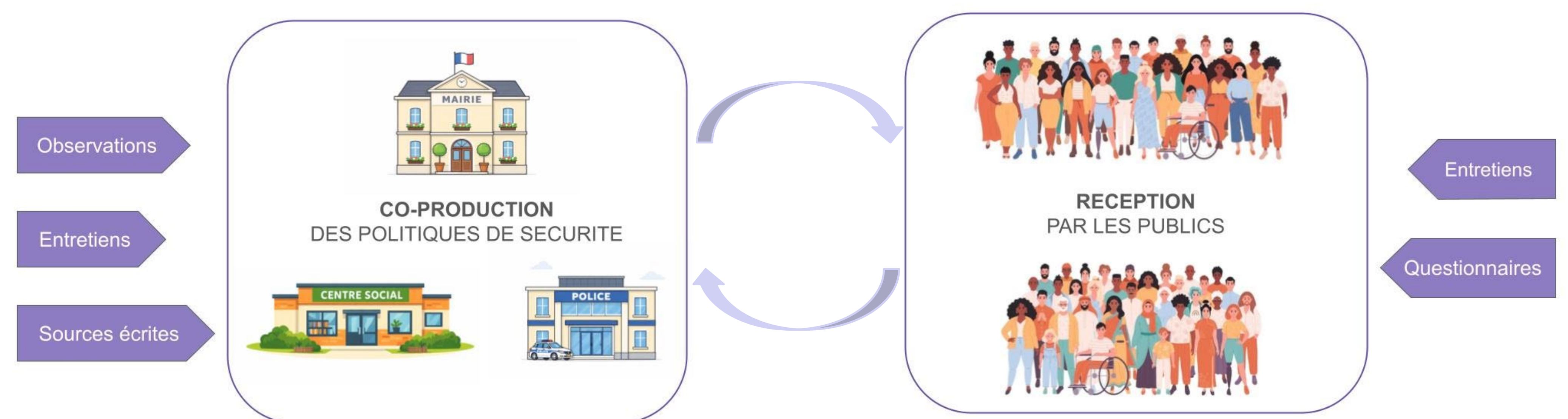
Objectifs de recherche

1. En amont, nous analysons la **production des politiques de sécurité et de tranquillité publiques**, en examinant comment les acteurs locaux (police, municipalité, bailleurs sociaux, collectifs de riverains) co-définissent les groupes vulnérables à protéger et les personnes « à risque » à contrôler.
Sous quelles conditions contribuent-ils à focaliser l'action répressive sur les groupes marginalisés, ou bien à renforcer la protection de ces derniers contre la violence ?
2. En aval, nous étudions la **réception de ces politiques par les populations précarisées et racisées**, et leurs conséquences à la fois en termes de (sur)répression et de (sous)protection.

Quel impact sur leur rapport à soi, à la ville, aux voisins, et aux institutions étatiques et judiciaires ?

Une enquête des deux côtés du guichet

L'enquête déploie une méthodologie qualitative mixte qui permet d'analyser à la fois la perspective des institutions et celles des publics ciblés, dans trois terrains franciliens.



Enjeu pour les politiques publiques

L'enquête

- Met en lumière l'importance des **dynamiques locales** dans l'action publique de sécurité, et notamment du rôle des acteurs non-policiers ;
- Contribue à l'analyse de la **(re)production des inégalités sociales** en identifiant des mécanismes qui les favorisent ou les réduisent ;
- Va mener à des **recommandations** pour améliorer la sécurité et la tranquillité de toutes les populations, y compris les plus vulnérables.

